



Discriminations

Lutter contre les discriminations
 Sous la direction de Daniel Borrillo

La Découverte, 2003, 208 p., 20,50 euros

**Race politics in Britain and France: ideas
 and policymaking since the 1960s** Erik Bleich

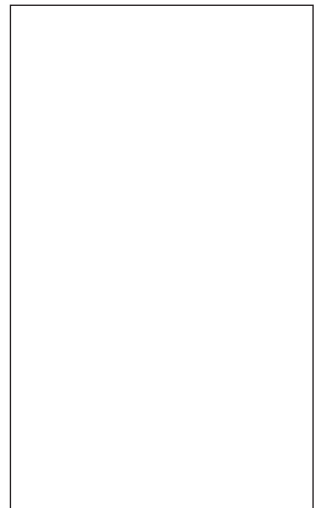
Cambridge University Press, 2003, 233 p., 16,95 livres sterling

► Qu'il semble loin, le temps où les politiciens refusaient en France de discuter d'éventuelles mesures contre la discrimination raciale sous prétexte que, comme la Constitution et les lois de la République l'interdisaient, il était inutile de chercher à réprimer quelque chose qui n'existait pratiquement pas. Comme nous le rappelle Erik Bleich, une telle argumentation a été avancée par de nombreux fonctionnaires et ministres, y compris par le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, avant l'adoption de la loi antiraciste de 1972. Elle a été reprise jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix. L'ouvrage de Bleich, et encore plus celui coordonné par Daniel Borrillo, témoignent du changement abrupt intervenu depuis, apportant dans la politique publique une vague d'initiatives antidiscrimination.

Il n'existe aujourd'hui pratiquement aucune sphère sociale où l'on ne soit prêt à dénoncer et éventuellement légiférer contre

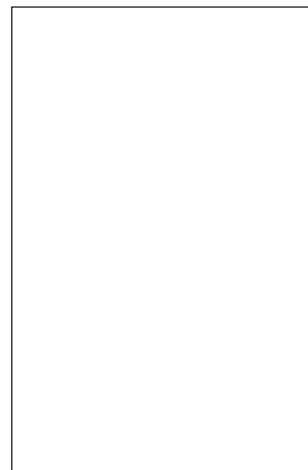
les comportements discriminatoires fondés sur un nombre croissant de critères tels que la race, le sexe, l'orientation sexuelle, etc. Cette volonté de voir dans la discrimination un phénomène social omniprésent trouve son expression la plus développée dans la contribution de Danièle Lochak à l'ouvrage de Borrillo, dans laquelle elle affirme que *"la loi du marché pousse irrésistiblement à la discrimination"* (p. 18). Autrement dit, avec l'effondrement du bloc soviétique et le triomphe de la globalisation, la discrimination s'installe littéralement partout, car *"dans un environnement concurrentiel, [les entreprises] sont à la recherche de tout ce qui peut constituer un avantage et, inversement, prennent garde d'éviter tout ce qui risquerait de représenter une charge ou un handicap"*. Lochak voit dans le champ de l'assurance des personnes (vie, maladie, invalidité, etc.), un terrain particulièrement propice à la discrimination, qui risque de se fon-

der de plus en plus sur une sélection génétique utilisant les nouveaux procédés scientifiques permettant de mieux connaître les prédispositions d'un individu. Comme les autres collaborateurs réunis par Borrillo, Lochak estime que l'État est le seul rempart possible contre la discrimination. Par son esprit universaliste, l'État-providence montre sans doute l'exemple des actions collectives non-discriminatoires. Mais, comme le démontre Jacques Chevallier, il ne s'agit pas pour autant de mesures antidiscriminatoires, car si l'État-providence instaure une certaine égalité de traitement face aux différences génétiques qui provoquent des variations dans les prédispositions aux maladies et dans l'espérance de vie, des mesures de ce genre ne font rien pour restaurer une



égalité des chances laminée par des barrières sociales construites sur la stigmatisation de tel ou tel groupe. C'est en soulignant cette distinction et par l'acuité de ses comparaisons internationales que le chapitre d'Éric Fassin s'impose comme particulièrement lucide dans l'éclaircissement de l'évolution qui a eu lieu ces dernières années en France. Il est en effet remarquable que, face au déficit discriminatoire accumulé en raison de cette stigmatisation, *“la discrimination positive devient aujourd'hui pensable en France, autrement que sur le mode de l'imprécation”* (p. 56). Cette imprécation était bien entendu la conséquence de l'association entre les États-Unis et une panoplie de politiques – *Affirmative action*, multiculturalisme, etc. – qui étaient rejetées en France autant par anti-américanisme qu'en raison des fameux “principes républicains” du “modèle français d'intégration”. Si l'on finit par reconnaître en France que les “erreurs” de la politique poursuivie aux États-Unis n'invalident pas pour autant le principe d'une politique antidiscriminatoire pouvant englober des mesures de “discrimination positive”, cela est sans doute dû en partie à l'évolution dans l'Union européenne, où depuis le Traité d'Amsterdam en 1997 tous les pays membres sont tenus de poursuivre une politique antidiscriminatoire beaucoup plus musclée que celle qui existait jusque-là en France. Mais l'effacement partiel de l'anti-modèle américain grâce à l'essor

de la compétence européenne dans ce domaine ne suffit pas pour expliquer entièrement le nouvel engagement des politiciens français. Cet engagement me paraît dû aussi au pourrissement de la situation sur le terrain où, faute de mesures antidiscriminatoires, les “banlieues” sont devenues le site d'actes de violence physiques et symboliques et de confrontations avec les forces de l'ordre qui mettent en cause la stabilité sociale de la Nation. Autrement dit, la politique publique répond tout autant sinon plus aux pressions sévissant à l'intérieur de la société française qu'aux changements intervenus dans le contexte international. C'est par rapport à ce contexte événementiel que l'ouvrage de Bleich, extrêmement riche dans son historique de la politique antidiscriminatoire en France, pourrait être mieux focalisé. En comparant les approches britannique et française, Bleich avance que les contrastes que l'on constate sont la conséquence de différences dans les optiques politiques dominant les deux pays. Il est incontestablement le cas que certaines idées – telles que le multiculturalisme ou, au contraire, le refus de reconnaître les différences ethniques comme des facteurs légitimes dans l'espace public – sont beaucoup plus fortes d'un côté que de l'autre de la Manche. Mais ces différences d'idées ne me semblent pas impliquer des différences permanentes dans la mentalité des deux pays, et encore moins dans leur politique publique. Car en fin de compte, les idées qui



séparent la France et la Grande-Bretagne en matière de politique antidiscriminatoire sont beaucoup plus la conséquence de différences historiques, événementielles, que de théories abstraites planant dans le domaine des “*policy frames*”. Ces différences sont d'au moins trois types : le sort des deux pays pendant la Seconde Guerre mondiale, qui a laissé en France une préoccupation vis-à-vis de l'antisémitisme et une méfiance envers la compilation des statistiques ethniques qui n'ont pas d'équivalent en Grande-Bretagne ; un processus de décolonisation beaucoup plus pénible en France, qui incite la population majoritaire à ne pas vouloir reconnaître des discriminations touchant spécifiquement les minorités postcoloniales ; et un décalage dans l'évolution démographique des deux pays en raison de la précocité des flux migratoires (post-)coloniaux en Grande-Bretagne. Lorsque l'on compare les politiques des deux pays, on constate que la France a souvent suivi la Grande-Bretagne

avec un décalage d'environ quinze ans. Certes, ce décalage est plus long dans le cas de la politique antidiscriminatoire, mais une convergence est incontestablement en train de se dessiner de part et d'autre de la Manche. L'ouvrage de Bleich, puisant dans l'étude détaillée des travaux de l'Assemblée nationale française et du Parlement britannique, comme dans des entretiens avec d'impor-

tantes personnalités françaises et britanniques, fournit d'excellentes analyses des changements législatifs intervenus en France et en Grande-Bretagne. Mais au-delà des "optiques politiques" distinguant les deux pays à un moment donné, il importe de souligner la tendance sous-jacente qui fait qu'avec le passage du temps, ils ont tendance à se rapprocher.

Alec G. Hargreaves

Paris

Le Paris arabe Pascal Blanchard, Éric Deroo, Driss El Yazami, Pierre Fournié, Gilles Manceron

La Découverte, 2003, 248 p., 39,90 euros

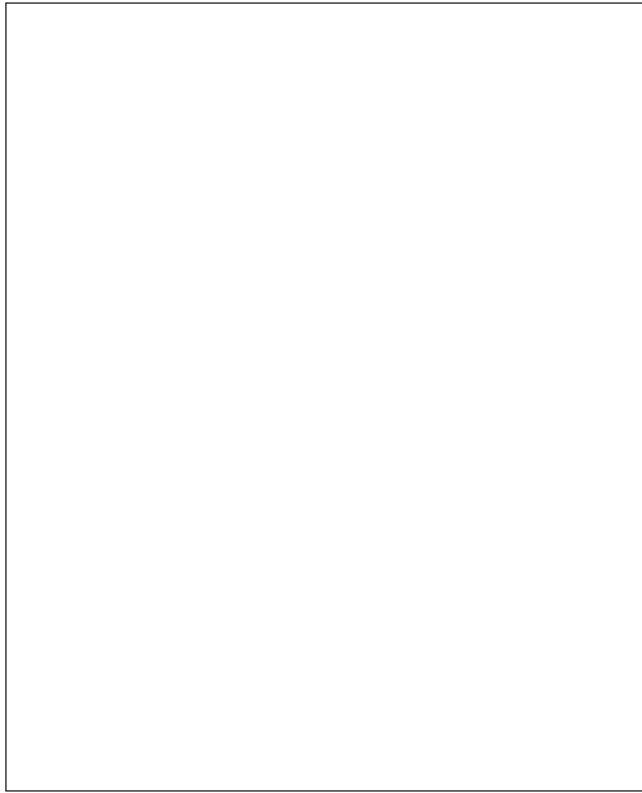
► Construit autour d'une iconographie riche de cinq cents documents (affiches, couvertures de livres, pochettes de disques, "unes" de journaux, photographies, cartes postales, publicités...), *Le Paris arabe* vaut autant par la qualité de ses images que par son texte. Outre les commentaires brefs et informatifs qui illustrent les photographies, chaque chapitre, au nombre de sept, est introduit par une présentation didactique, utile pour situer de manière générale les périodes traitées (du "royaume arabe" aux "paradoxes" des années quatre-vingt-dix, en passant par le temps de l'usine ou de la guerre d'Algérie) et en pointer les continuités et les spécificités. Comme pour *Le Paris noir*, donné il y a de cela deux ans par deux des complices de cette présente édition (voir *H&M*, n° 1239), le propos ici est d'illustrer le regard

de la société française sur l'Autre – entendre l'"Arabe". Terme générique et réducteur, épithète fourretout où pataugent pêle-mêle l'Égyptien ; le chrétien libanais ; le Berbère, algérien ou marocain ; l'immigrée des Trente glorieuses et le cheikh richissime en pétrodollars ; l'intellectuel du XIX^e siècle venu en Europe chercher un compromis entre tradition et modernité ou l'islamiste de la fin du siècle dernier à l'aise dans cette modernité mais menaçant l'Occident de son courroux – au nom d'un âge d'or qui aurait illuminé, il y a de cela plusieurs siècles, le désert arabe. Sans oublier les jeunes générations, ces "beurs" *made in France* renvoyés, selon une logique qui fait "les identités meurtrières" (de la nécessité de relire Amin Maalouf), à une improbable "arabité" et/ou "islamité" grâce, semble-t-il, au succès

"du plus populaire représentant de la culture arabe en France" – le chanteur Khaled.

Ce *Paris arabe* tente une gageure : faire le grand écart entre les périodes, la diversité des situations et des populations, la multiplicité des enseignements à tirer de ces presque deux cents ans d'histoire des fantasmes et des représentations nés dans l'imaginaire national. Le livre n'apporte pas vraiment de nouveautés à des publications précédentes qui ont montré, certes avec moins d'illustrations, l'ambiguïté des représentations de l'"Arabe" (voir notamment *Histoire coloniale et immigration* d'Éric Savarèse, *H&M* n° 1231). Ambiguïté toute relative, car le plateau de la balance penche le plus souvent du mauvais côté... Mais enfin, suivons les auteurs, pour qui "la perception de l'"Arabe" est depuis longtemps duale. [...] On évolue dans un paradoxe permanent, entre attirance et terreur; admiration et rejet."

L'image vulgarisée montre un "Arabe" cruel, fourbe et paresseux ; ses traits physiques suscitent crainte et répulsion. De ce point de vue, les horreurs écrites par des hommes politiques, par des journalistes ou des écrivains (Augustin Bernard, Jean Giraudoux, le colonel Paul Azan, Léo Mallet, Léo Le Breton...) apparaissent plus abjectes que les affiches, cartes postales et autres iconographies. Sur ce même plateau de la balance se déhanchent des almées dans des "déguisements de café-concert", un orien-



talisme de pacotille, une sensualité de lupanar, et qui satisfont un exotisme encore plus avilissant quand il est prétexte à l'exposition de villages ethniques itinérants, de mises en scène d'un "western colonial" dont Paris figure l'acmé des tournées nationales. Mais ce n'est pas tout ! Après les représentations nées de la guerre d'Algérie, dans les années soixante-dix, "une xénophobie de crise s'ajoute au vieux fonds de racisme anti-arabe". Résultat incroyable, dans cette bonne et douce France à cheval sur deux présidences, entre 1971 et 1977, près de soixante-dix milliers d'Algériens resteront impunis. Et cela continue ! Selon les auteurs, ce début de millénaire est une fois de plus marqué par "la

détérioration de l'image de l'Arabe et de l'islam en France, le progrès des idées racistes principalement dirigées contre les Arabes" (voir les "unes" des hebdomadaires, les petites phrases des hommes politiques, les nouvelles peurs et les suspicions réinventées après le 11 Septembre...). *Quid* alors de "l'attirance" et de "l'admiration" ? Oublions le "rêve d'Orient", qui très vite sombrera dans le cauchemar colonial... Reste l'engouement de la Première Guerre pour "ces braves et fidèles" tirailleurs et spahis... Engouement pour de la chair à canon et, comme toujours dans l'histoire de l'immigration, pour une force de travail, docile, corvéable et de bon rapport. Mais,

en même temps que la France loue à grand renfort d'affiches et de publicités ces courageux soldats venus de l'Empire défendre la mère-patrie, les autorités militaires, sur demande du gouvernement, prennent des mesures pour interdire les mariages mixtes (entre "indigènes" et Françaises) jusqu'à exercer des pressions directes sur les familles.

La construction de la Grande Mosquée n'échappe pas à cette logique sournoise qui voit en fait et *in petto* les autorités françaises instrumentaliser l'islam pour enrayer la montée des nationalismes et mettre en place un contrôle des musulmans en métropole. Avec la création du service des Affaires indigènes nord-africaines, installé rue Lecomte, les contrôles s'abat-trent sur tous les secteurs de la vie de l'immigré (santé, décès, foyers et cafés-hôtels, naturalisation, vie associative...).

Même quand le regard se veut "admiratif", à tout le moins reconnaissant, l'ambiguïté n'est jamais loin, ainsi que les arrière-pensées. *Idem* dans les années cinquante : tandis que la France adule les Ben Barek, les Zaaf, les Mimoun et autres Mouloudji..., le 14 juillet 1953, sept Algériens sont tués dans la manifestation célébrant la concorde républicaine. Maurice Papon, déjà préfet, crée la brigade des agressions et violences, et les nationalistes sont surveillés, pourchassés, isolés. Aujourd'hui, la génération des Zinedine Zidane et autres Djamel Debbouze serait "sans conteste celle de la fin de la marginalisa-

tion des cultures arabes". Mais, paradoxe des temps nouveaux et en même temps réinvention des ambiguïtés coloniales, Paris "se satisfait de voir [les Français d'origine arabe] se fondre dans la banlieue". Laissons ici de côté la trop longue question de ce qu'il faudrait entendre par ces "cultures arabes" pour constater que cet enthousiasme pour ces "vedettes", pour le couscous ou le raï, ne masque nullement leur instrumentalisation exotico-culturelle ainsi que la sous-représentation des Français d'origine algérienne, marocaine et autres dans la classe politique, à des postes de responsabilité économique, sur le devant de la scène publique.

"La main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit", dit un proverbe touareg. Ce livre peut contribuer à rompre avec de telles représentations, attitudes et logiques. *Le Paris arabe* montre

que l'histoire de France appartient aussi aux jeunes issus de l'immigration et ce malgré la confiscation des mémoires et l'amnésie de nos manuels scolaires, la frilosité d'un autre temps des hommes politiques, des "décideurs" économiques et de la société en général. Les auteurs ouvrent la voie au rétablissement d'autres vérités et mémoires, à commencer par le fait que ce Paris arabe est souvent et principalement un Paris algérien et que dans ce cadre, la composante kabyle y tient une place (humaine, économique, sociale, individuelle, culturelle, sportive...) de premier plan. Une place que l'on discerne à peine. Il fallait le dire, sans esprit polémique et dans le souci de tourner le dos aux globalisations réductrices et par là-même aux "identités meurtrières". D'où qu'elles viennent.

Mustapha Harzoune

gile structure romanesque et ce surf médiatique peuvent laisser croire qu'YB cède à la facilité. Sauf que l'intérêt d'*Allah superstar* est ailleurs et d'abord dans son écriture. On y retrouve le ton décapant et provocateur de l'auteur, auquel s'ajoute ici sa virtuosité à se glisser dans la peau d'"une jeune d'origine difficile issue d'un quartier sensible d'éducation prioritaire en zone de non-droit donc un Arabe ou un Noir", à qui la société ne laisse pas d'alternative – "soit il est une star soit il est rien". Le texte, écrit à la première personne, porte la parole de ce "jeune d'origine difficile", rebeu de banlieue, qui mêle verlan, arabe, néologismes du cru, fautes d'expression, impertinence, provocation et un brin de paranoïa. YB parvient à maîtriser sans aucun relâchement ou facilité ce langage parlé, fluide de bout en bout malgré les (souvent excellents) acrobaties et coups de force imposés à notre fière syntaxe nationale qui n'en peut mais. Nous sommes bien loin ici des contorsions et des défauts de fabrication de l'indigeste Youcef MB (cf. *H&M*, n° 1239).

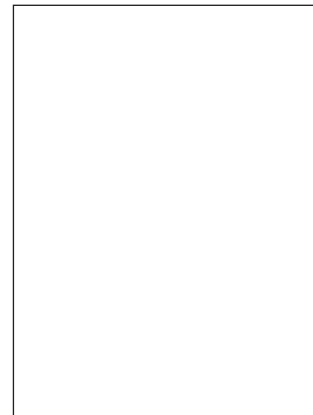
R o m a n s

Allah superstar YB

Grasset, 2003, 264 p., 17 euros

► La rentrée littéraire a été incontestablement marquée par le livre de ce sulfureux journaliste algérien, arrivé en France en 1998 suite aux menaces qui pesaient sur lui dans son pays (voir *H&M*, n° 1225). Une couverture médiatique tous azimuts, une présence dans la sélection de quelques prix littéraires et même une passe d'armes (toujours bon pour la promo) avec Jack-Alain Léger dans les

colonnes de *Libération*, voilà de quoi rendre suspect un roman aux yeux de certains critiques. Ajoutons, il faut en convenir, une histoire pas très bien ficelée (comment, en singeant un terroriste islamiste, Kamel Hassani, fils d'un Algérien et d'une Française ayant grandi du côté d'Evry devient une star du comique), et un tir de barrage sur ce qui depuis quelques années fait l'actualité. Cette fra-



Mieux, YB ne se dissimule pas derrière un pseudo pour tromper son lecteur avec une marchandise frelatée. Tout le monde sait que cet auteur n'est pas un beur de banlieue. En tant qu'écrivain, il ne cherche nullement à se dissimuler sous le masque d'un Tartuffe.

Allah superstar n'est pas un roman, plutôt un long sketch comique, une farce prétexte à rire de tout : du 11 Septembre au *show-biz* en passant par l'islam ou la perception de l'immigré en France. Avec des pages souvent hilarantes, YB ne dit rien moins que ce que disent depuis des années des auteurs plus sérieux et des ouvrages très spécialisés en matière d'immigration ou de représentation de l'Autre. Et l'essentiel est là. Comme on disait il y a quelques années, "il ne faudrait pas jeter le bébé avec l'eau du bain".

Ainsi, sur l'image de l'immigration algérienne ou des Français d'origine algérienne : *"La France jamais elle s'intéresse à toi en tant que toi quand tu es rebeu, c'est la République des marchands de tapis comme il a dit mon père, alors dis-moi Mohamed, qu'est ce que tu as à nous vendre aujourd'hui ? De la banlieue, de la tour-nante, de l'islam, des armes, du shit, de la première guerre d'Algérie, de la deuxième guerre d'Algérie ? Quoi ? Comment ? Tu es juste pilote de ligne et tu cherches du travail ? Attends coco, tu te crois où là, à Al-Jazira ?"* Sur les enthousiasmes culturels, voici une façon bien élégante de pointer les ambiguïtés : en Algérie, "si tu veux te lancer dans le show-

biz tu es obligé de monter à Paris comme Khaled ou Mami ou quoi, en plus les maisons de disques elles les kiffent grave, pareil que les usines de voitures après la deuxième guerre mondiale elles kiffaient grave les Algériens qui voulaient tenter une carrière automobile en France". Idem en matière de comique ou comment faire la différence selon YB entre Smaïn d'une part, Dieudonné ou Jamel Debbouze d'autre part : *"Il y a deux genres de comique ethnique, celui où tu fais rire avec toi et celui où tu fais rire de toi."*

Quant à la relégation, voici qui rappelle quelques études sociologiques : *"Reconnais que l'intégration c'est un système béton : le prolo on lui parque sa mère en banlieue, on le nique sur les horaires des trains, on le cartonne sur le prix du ticket, moyennant quoi tu réfléchis à deux fois avant de venir défigurer l'intra-muros de la citadelle blanche."* Et c'est ainsi tout du long : charge contre *"les journaloux en chaleur"*, qui trouvent à Evry *"des intermittents*

du djihad" tandis que *"les CDI eux ils parlent pas avec les journalistes ils les égorgent, comme en Algérie mon beau pays"*. Charge contre la télévision et ses *"Highlanders"* que sont Drucker ou PPDA, *"toi tu te le mets à dos, lui il te tranche la tête"*, le *show-biz* (Ardisson et autres Delarue), où *"le niveau des mecs il est aussi grossier qu'au boulot, au bistrot, dans le métro ou dans le ghetto, sauf que là, avec la thune qu'ils se font c'est pas grossier, c'est grave vulgaire"*. Charge contre les islamistes – *"l'islam c'est l'exploitation de l'homme par Dieu, l'islamisme, c'est le contraire"* –, charge contre les juifs, charge contre les sociétés de production...

Mais tout cela en fait, c'est *"pour niquer la Matrice"* comme dit Kamel, une façon de rêver un monde meilleur : *"Je me suis endormi en rêvant d'un jardin secret où il y avait pas de racines, rien que des branches, et pourtant ça poussait sans problème."* M. H.

Les enfants de la Place Yasmina Trahoulsi

Mercure de France, 164 p., 15 euros

► La violence est au cœur de nos sociétés. Toutes les violences et toutes les sociétés. Pire, la violence est consubstantielle à l'Homme. On aurait un peu tendance à l'oublier par les temps qui courent... C'est ce que montre ce roman que l'on pourrait présenter comme le pendant romanesque du livre du philosophe Yves Michaud paru l'an passé et intitulé *Changement*

dans la violence (cf. H&M, n° 1241). Et les violences les moins médiatisées ne sont pas les moins dangereuses pour l'avenir. Ainsi, dans *Les enfants de la Place*, Yasmina Trahoulsi montre comment les nantis des mégapoles brésiliennes se réfugient derrière des enceintes de protection et des milices armées jusqu'aux dents pour ne pas avoir à se coltiner la misère ambiante et

la société brésilienne font froid dans le dos, même si parfois le roman bascule dans l'irréel voire le conte de fée, comme celui qui permet à la seule Ivone d'échapper à l'horreur des *favelas* (pour un univers glauque et sordide, celui de la TV) ou la visite de la Gringa dans un pénitencier à la fin du récit. Pour ce premier roman, Yasmina Traoulsi livre en séquences courtes et successives le portrait et

les parcours des personnages qui finissent par former un tout composite où la tendresse, l'indifférence, l'amour, la haine, la peur dessinent les contours d'une humanité en péril. Par petites touches, la tension et la noirceur gagnent et envahissent un tableau que l'auteur a choisi pourtant de décrire avec une plume élégante, un brin enjoué et distancé.

M. H.

Dis-moi le paradis Boualem Sansal

Gallimard, 2003, 306 p., 17,50 euros

pour se protéger de la violence des "damnés de la terre". Cette société à deux vitesses ne préfigure-t-elle pas un scénario d'avenir possible ? C'est aussi ce que montrait Yves Michaud.

De la Place, à Salvador de Bahia, à Sao-Paulo en passant par Rio de Janeiro, Yasmina Traoulsi, née de mère brésilienne et de père libanais, écrit les destins tragiques de ces enfants. Ils ont rendez-vous avec la mort. Dans l'indifférence générale (à commencer par celle des touristes), avec la complicité des forces de l'ordre, ces mineurs (pour la société mais aussi devant la loi) sont instrumentalisés par les caïds des *favelas*, enrégimentés dans des bandes rivales et violentes, rackettés par tous y compris par l'Église et/ou ses représentants, sans cesse sous la menace des bataillons de la mort ou des commandos de pseudo justiciers... Les enfants des rues brésiliennes ont bien peu de chance d'échapper à une fin tragique et aucune d'éviter la peur, la haine et les violences diverses. Ces bas-fonds de

► Voici enfin le troisième roman de celui qui, avec sans doute Abdelkader Djemaï mais dans un genre diamétralement opposé, apparaît comme la figure de proue de cette nouvelle littérature algérienne née dans les terribles soubresauts de la décennie quatre-vingt-dix. La verve de Sansal n'a rien perdu de sa truculence, de sa puissance et surtout de sa férocité. On se demande, à voir ou à croiser l'auteur, plutôt effacé, un brin timide peut-être, placide et souriant derrière ses lunettes de premier de la classe, dans quelle poche de son veston cet homme-là cache la fiole d'acide dont il se sert pour verser quelques gouttes, avec une efficacité de chirurgien, sur les travers de la société algérienne et surtout sur les responsables du désastre. L'homme tire à boulets rouges. À l'exception de *L'Explication*, d'YB – mais ici l'auteur, en journaliste qu'il est, mêlait roman et reportage –, Boualem Sansal, plus qu'aucun autre, sans jamais forligner à ses

devoirs d'écrivain et de romancier, dissèque et dénonce, se gausse et ironise, cloue au pilori de sa plume intransigeante et pourtant essentiellement humaine ceux qui ont assassiné et assassinent le pays et ses hommes.

On se demande jusqu'où et jusqu'à quand cela sera admis... Car enfin non seulement l'homme ne prend pas de gants mais qui plus est, exerce le métier de fonctionnaire dans un ministère et, à la différence de nombre de ses confrères en littérature, réside toujours en Algérie. Sa charge dans *Dis moi le paradis* contre ce "nabot surdimensionné du toupet" qui s'envoie "des Molotov à la gueule en en appelant à la concorde" en est l'illustration... De même, cette histoire de l'Algérie qu'il expédie, avec un brio rare, en une trentaine de pages où il épingle le "plus impitoyable dictateur que la terre ait porté" à savoir Boumediène (que trop d'Algériens encore aujourd'hui s'échinent à exonérer en préférant faire sauter le fusible Chadli) ou ce

“régime algérien [qui] tue avant d’envisager d’autres solutions moins radicales”. *“Peintres de la catastrophe et du désarroi”*, les écrivains algériens ne sont *“pas des diseurs de bonnes aventures”*, aussi Sansal offre au lecteur la plus précise et la plus juste des descriptions de *“ce foutu pays qui s’est laissé prendre comme une catin par des bandits de foire”*.

Quelques Algériens se retrouvent au Bar des amis, tenu par Ammi Salah, un héros de la révolution, qui, après un détour par Lourdes, a laissé tomber son passé de souteneur pour se racheter une vertu. Dans cette Algérie en miniature, refuge et agora de mauvais alcool et de brouillards de fumés, on refait le monde (et l’Algérie). Au centre de cette sympathique assemblée se trouve l’écrivain. Il y raconte ses déplacements en France et la triste condition de l’auteur qui, après

avoir fait l’essentiel, se voit obligé, de salons en foires, de chambres d’hôtel en réceptions mondaines, de jouer les représentants de commerce. *“On a beau écrire, il faut encore parler.”* Triste littérature !

N’est-ce pas M. Sansal ?

Si chacun y va de son histoire et de ses commentaires, l’essentiel sera raconté par Tarik, toubib dans un hôpital de la capitale. Il a accepté de traverser le pays avec deux lointaines (et belles) connaissances de faculté, aujourd’hui émigrées, qui en France qui en Suède, de retour au pays pour mettre leur mère en terre. Voyage du nord vers le sud, qui mène l’équipée jusqu’à Msila aux confins du Sahara. Là, le Doc devra affronter une épidémie de choléra (tiens ! tiens !) et, pour enrayer la maladie, il se rendra vers ce qu’il croit être l’épicentre du mal, le Mcif, une région isolée où survit un groupe de population

tenu à l’écart du pays depuis l’indépendance. Sans le savoir, lui et ses compagnons mettront le doigt sur un secret qui les embarquera dans *“la plus étrange, la plus terrifiante, la plus triste des aventures”*. Derrière cette histoire, derrière les nombreux personnages de ce roman, Sansal n’en finit pas de dire l’Algérie, son histoire, sa mémoire confisquée, son identité bafouée, son viol, hier par les colons, aujourd’hui par les colonels, le gris des jours et le rouge de *“la démence et de la déréliction”*. Comme on aimerait dire le paradis. À Boualem Sansal. À ce pays martyr. À cet enfant des ruines adopté par le Doc, comme à cet autre enfant, celui de l’arbre creux du précédent roman. Oui dire le paradis d’abord et avant tout à ces enfants algériens, *“pour croire en la vie”*...

M. H.

